

- Présentation du livre de Murray Bookchin, éditions ACL, Pour un municipalisme libertaire.

Quand on évoque Bookchin, ça bloque sur la participation communaliste, mais sa pensée va au delà. Au cours de l'histoire, la pratique révolutionnaire a misé sur deux axes : le lieu de travail, et la commune, lieu de vie. Avec l'accroissement de l'Etat nation et des sociétés industrielles, ce sont les syndicats qui ont pris le pas idéologiquement par rapport aux lieux de vie. Ensuite, Bookchin critique le syndicalisme pour le caractère émancipateur alors que l'usine est d'abord un lieu de soumission, de hiérarchies... Il n'en fait donc pas un univers libérateur, sans pour autant l'oublier dans sa thèse émancipatrice. Dans la commune, au delà du sens de gestion, il voit avant tout un regroupement social historique qui remonte à Rome, c'est une évolution depuis le fonctionnement tribal. Il pose alors une réflexion sur la commune. Il revient sur la dégradation des mots : " politique " signifie " gestion de la cité ". Ce sont les politiciens qui se sont appropriés ce mot et l'ont dénaturés. Il revendique la politique et entend politiser les gens à travers l'autogestion et parle du caractère civique du politique. Il y a un lien direct entre les deux pour toute personne qui vit dans sa cité et participe à sa gestion, on se construit dans une situation politique. L'Histoire n'a pas de dimension de pureté, elle se construit au contact de la réalité. Pour lui l'urbanisation est un terme dénaturé au même titre que le mot " politique ". Selon l'usage que faisaient les romains de ce concept, le mot " urb " désignait les objets physiques de la cité, ses constructions, places et rues, et se distinguait du mot " civitas " qui représentait l'union des citoyens et du corps politique. Dialectiquement, il montre que les habitants des cités sont devenus peu à peu des sujets ; aujourd'hui, on parle de " base " dans les syndicats, alors que la " base ", c'est nous et l'usage de ce mot instaure un ordre naturel : il y a une base, il y a donc un sommet. En venir à un municipalisme libertaire implique de faire évoluer l'individu de sujet passif à sujet actif. Il met beaucoup l'accent sur l'autogestion dans toutes les sphères de la vie principalement dans l'aspect civique. Il évoque les assemblées dans toutes les sphères de la gestion déléguée, et il parle d'un mouvement libertaire très structuré qui pourrait tout à fait se permettre de participer à la gestion de la ville, mais toujours en s'appuyant sur une forte assise populaire, pas un petit groupe de gens. A partir de cela, il prône la participation des libertaires à un conseil municipal. Ses conceptions sont beaucoup associées à la notion d'écoute, de la réalisation de l'individu, de l'échange. Les épisodes de 1793 et la Commune en France, sont des références fortes pour Bookchin.

- Débat autour du concept de Bookchin

Il faut prendre en compte l'environnement anglosaxon de ces idées, la " communauté " n'a pas les mêmes libertés pour s'organiser, ou pour modifier les modes de fonctionnement. C'est sans doute plus facile aux USA qu'ici. Les critiques en France sur cette idée de " municipalisme " (à détacher du concept de " communalisme ") se font à partir du contexte français, assez différent, où un préfet veille. Nous n'en sommes pas encore au point de constituer des groupes forts avec des assises populaires pour participer aux dynamiques proposées par Bookchin. Il faudrait creuser sur la question de créer nos propres outils, comme nos fonctionnements d'assemblées générales, et cet outil là, je pense qu'il est valable dans toute prise de décision. On peut facilement le proposer. On devrait les verbaliser, les définir davantage.

La revue Réfractations, en 1998, avait fait paraître une longue réponse de Bookchin à Clarke, autre américain ; il y regrette les critiques trop simplistes qui disent qu'il accepte de rentrer dans l'électoratisme. Il soulignait aussi que les Etats américains avaient des modes politiques différents. Il met aussi en évidence, en citant Kropotkine et Proudhon, l'importance de l'éthique par rapport aux pratiques orthodoxes des anarchistes. En parlant d'urbanisation, il évoque l'écologie sociale. En divisant la commune en quartiers pour faire des interventions dans ces quartiers. Et garder la maîtrise de sa vie sociale aujourd'hui, l'autodétermination. Il a aussi un côté pédagogique, en disant, on s'occupe un peu trop du monde du travail. "Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre ni de réussir pour persévérer ".

On confond souvent rapport de forces et élections. Bookchin confond justement les deux. L'intérêt d'intervenir au niveau municipalisme ou au conseil municipal, c'est de créer

un rapport de forces. Dans ces cas, on n'est pas dans la prise de pouvoir, mais dans la critique. On a beau insuffler de l'autogestion, de l'action directe, il y a aussi un système économique qui fait qu'on est pas efficace à 100%. Sur la question du pouvoir, des gens qui se laissent faire, le plus difficile à combattre, c'est le pouvoir que l'on donne aux gens. Ils ont tendance à toujours déléguer, et comme libertaires, on est confronté aussi au pouvoir que les gens nous donnent. Et il y a des outils à trouver, car quand une personne en fait un peu plus que les autres, c'est lui qui récupère le pouvoir, qu'il le veuille ou pas. Sur l'entreprise, il y a le fait que ce n'est pas un lieu démocratique. Il y a un côté travail et un côté social (les besoins quotidiens), il faut travailler là dessus. Le monde du travail, c'est pas la vraie vie. Et la famille, c'est aussi un lieu d'autogestion qui est ignoré. Un travail d'éducation au niveau micro local pour aller au devant. Mais il faut ralentir notre rythme, au lieu de courir toujours après l'actualité.

C'est sur la " praxis " sociale qu'il faut insister. Dans l'histoire, les structures populaires directes étaient divisées pour les étatiser, et encore aujourd'hui, on parle de nationaliser pour que les gens n'aient plus recours à leurs propres ressources. Il nous faudrait réinvestir les quartiers, les associations,... et échanger avec les gens qui cherchent des solutions. Est ce que participer à trouver des solutions à la vie quotidienne avec les gens n'est pas un chemin à emprunter en même temps que celui de la déconstruction de la société d'aujourd'hui ?

- Quelles méthodes employer ?

La problématique hier comme aujourd'hui, c'est la radicalisation sociale et la mise en oeuvre. Il y a une délégitimation, ce non vouloir de s'autogérer. La radicalité peut déborder vers la violence : la violence des étudiants dans les mouvements sociaux par exemple. Comment lier les 2 ?

C'est plus convaincant de faire expérimenter aux gens quelque chose que de leur expliquer comment ça va marcher. En même temps, savoir faire des assemblées, se construire par ce moyen,... c'est de la pratique. Mais à quel moment expérimenter si les municipalités , l'Etat,... s'occupent déjà de tout ? Où trouver des endroits pour expérimenter, à côté des institutions ? Mais on est morcelé aussi : on est plutôt en réseau avec nos associations respectives. Comment créer des passerelles vers la commune au sens large ?

Le tissu associatif est un secteur où on peut intervenir ; les comités de quartier ? Il faut aller ailleurs que vers les groupes strictement affinitaires. Il y a une ouverture à pratiquer du côté des libertaires.

C'est vrai qu'il faut craindre de ne pas réussir, il ne faut pas capituler mais on sait qu'on est une minorité, ce n'est pas évident. On peut faire son parcours personnel dans l'autogestion et montrer aux non libertaires les avantages du fonctionnement autogestionnaire.

Mais il y a des lieux, des sujets où on peut trouver des groupes constitués, porteurs de choses plus favorables de notre point de vue. C'est là qu'il faut efficacement investir. Il y a des réseaux contre les expulsions, sur l'écologie, la consommation... c'est peut-être là qu'il faut avancer nos idées en les poussant plus volontiers. Mais c'est très difficile de développer des choses qui sont en dehors du système.

Proudhon disait que ce qui était basé sur la sentimentalité, la charité...n'était pas fondé. Si on reste dans l'échange, on est encore dans la relation sociale.

Pour relativiser l'impact possible que l'on peut avoir, les expériences de type " alternatives", il y a une capacité du capitalisme à absorber cela (institutionnalisation... des actes et des idées). Les comités de quartier étaient moteurs à Nimes, mais les notables émergent et prennent le pouvoir et ils se sont institutionnalisés avec la loi de 2001 sur la démocratie locale qui instaure des conseils de quartier qui sont mis en place par la Mairie, et des élus chapeautent tout. On peut donc être présents dans les quartiers mais on est vite confrontés à ça.

On peut aussi relativiser. Les politiques récupèrent ce que les gens peuvent créer comme alternatives, mais au fond, ça va de plus en plus vite et ce sont eux qui sont en difficultés : les gens vont moins voter, ils adhèrent moins. Au fond, ce que les

politiciens recherchent c'est la légitimité pour décider à la place des autres. La tendance est à la crise de ce système politique, il y a de moins en moins de monde dans les partis politiques mais l'engagement associatif est de plus en plus fort. Il y a aspiration de la part des gens à autre chose, des espaces s'ouvrent. A nous de savoir les mettre à profit.

L'Etat cherche à récupérer tout mais ce n'est pas pour cela qu'il faut abandonner ces espaces là, confrontés à un discours libertaire, il y a des gens qui vont se rapprocher de nous. Là où je vis, il y a une MJC, avec une partie des participants qui sont très institutions, et qui démarchent la Mairie pour des subsides. A côté de cela, ils sont aussi pour une citoyenneté où les gens se réapproprient des espaces et cherchent des solutions. Dans ce que je peux faire pour intervenir, il y a la question de la formation. C'est pourquoi j'ai choisi la Fa, pour me former à des pratiques, des débats intellectuels. Pour le Grenelle de l'environnement, dans ma ville, il s'agissait de chercher des solutions au quotidien. Des groupes de travail étaient créés. Peu d'élus. Des axes de travail, il y en a , mais il faut arriver à travailler avec des gens difficiles.

Dans ma ville, j'étais dans un conseil de quartier ; au delà du côté " choix des couleurs des bacs à fleurs ", il faut être là où on nous attend pas. On peut poser les drapeaux, mais pas les idées. Beaucoup d'endroits où intervenir sans perdre notre éthique. On peut faire des concessions, on aura pas la révolution du jour au lendemain. Le terme " politique " est rejeté y compris par des gens qui nous sont proches, et pareil pour le terme " organisation ". On peut utiliser le système : il y a libéralisation de beaucoup d'espaces, on peut aussi s'organiser pour proposer des choses là où l'Etat n'est plus. Sur la question du logement, il y a désengagement massif, plus d'accompagnement , de démarche sur le logement social. On peut réfléchir avec des associations, et on a tout à y gagner. Les gens comprennent le discours politique quand il est mis en actes, pas quand il est déconnecté du réel. Il faut tester les structures dans les communes, une méthodologie à élaborer ?

Il y a des idées en l'air des fois ; cela sous entend qu'il y des demandes des gens qui évoluent. C'est Kropotkine qui disait qu'il y avait parfois des sursauts dans l'Histoire, nous en sommes peut-être là. Notre anarchisme serait stérile si on n'est pas présent dans le tissu associatif.

Pourquoi ne pas créer un projet de réappropriation, le déposer chez le préfet par exemple, et organiser des actions pour obtenir ce que nous voulons ? Il faut prendre des risques pour se faire entendre . C'est ce qu'ont fait les faucheurs volontaires ou les refus de prélèvement d'ADN.

On a un projet face à l'Etat, soit on utilise un cheval de Troie via les conseils de quartier, les associations... soit on y va frontalement. Le discours de dire on va rentrer dans les structures associatives, etc... c'est légitimer le pouvoir municipal, les associations qui sont aussi des lieux autoritaires, qui emploient des gens,... Je pense qu'une vision plus globale de la situation est nécessaire. Je préférerais un système parallèle, l'Etat de toute façon, on a rien à gagner à intégrer les espaces qu'il nous laisse. Est-on obligé d'être dans ces structures formelles avec un Bureau, un président, une AG, etc... ?

Alors il faut redéfinir les objectifs : veut-on tout balayer ? où est ce qu'on veut faire cheminer les idées libertaires en construisant le projet libertaire peu à peu ? La perspective violente, c'est quand on utilise l'arme de l'adversaire. C'est le débat : jusqu'où on fait des concessions ? Une fois posée le rejet de la prise du pouvoir politique, c'est de la pédagogie, en trouvant des espaces où tu peux insuffler de l'esprit libertaire, pour que les gens se conscientisent .

Les réalités locales imposent aussi des structures formelles, à la FA comme ailleurs. Ne pas légitimer les structures de pouvoir, c'est autre chose. Mais il faut un niveau de formation sérieux face à cela. La pédagogie, elle s'inscrit aussi dans la sociologie. Il y a des axes multiples.

Si on ne veut pas se compromettre, on avancera plus, on va se scléroser entre anars. Dans le secteur associatif, il ne suffit pas que le fonctionnement soit correct. Il y a aussi les finalités poursuivies par les associations. Et la question des pouvoirs locaux qui bloquent tout. Les associations posent le problème de la confrontation permanente, au delà du fonctionnement : délégation... L'exemple du conseil municipal (où tu n'a pas

la parole dans les conseils municipaux, comme simple administré) : il y a une différence entre y assister et y participer.